

N°946

du 02
SEPTEMBRE
2016



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4

Infos du symposium sur le financement bancaire du secteur privé au Togo

Accroissement exponentiel des crédits en souffrance auprès des banques : 67,9 milliards Cfa en 2015

P.3 Rapport sur l'exécution du budget 2016

Recettes de l'Etat: Satisfaction et inquiétude

P.2

Vient de paraître

"Baguida, la belle bourgade d'antan" de DARRAH A. Gninévi

P.7

Fora régionaux du 30 août au 14 septembre

Rôle de la jeunesse dans la mise en œuvre des ODD



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

P.3

Changement de mentalités, de comportements et de modes opératoires

Le ministère de la Sécurité se dote de formateurs en police de proximité

P.4

Renforcement technologique et bonnes pratiques agricoles

L'expertise brésilienne en appui à la recherche cotonnière togolaise

PA-LUNION .com

L'actualité nationale et internationale en vrai

24h/24

www.pa-lunion.com

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- **Abonnement:** Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

AZIMUTS INFOS

Le rover Mars 2020, de la Nasa, filmera son atterrissage

Programmé pour un débarquement sur Mars début 2021 pour rechercher d'éventuelles traces de vie passées ou actuelles et enquêter sur les ressources disponibles pour l'exploration humaine, le rover Mars 2020 vient d'entrer dans la phase de construction, a annoncé la Nasa. Le rover, qui héritera de plusieurs caractères de Curiosity, pourra se poser dans des régions plus risquées et préparer des échantillons à expédier vers la Terre.

Les prochains pas de l'Homme en dehors de son berceau, la Terre, seront sur la Lune ou sur notre petite voisine, Mars... à l'horizon de la décennie 2030. Mais avant cela, il faut se préparer. D'une part, au voyage, et d'autre part, à ce que le séjour se déroule dans les meilleures conditions possible dans ce monde aride.

Le rover Mars 2020 sera un éclaircisseur de premier ordre en vue de cette prochaine étape dans l'aventure spatiale, avec un départ programmé pour l'été 2020 et un atterrissage en février 2021. Le développement de cette machine d'une tonne équipée de six roues, comme Curiosity dont il reprend le design (question de budgets et de technologies en partie déjà éprouvées), avance bien, a indiqué la Nasa, le 15 juillet, à l'occasion d'une conférence de presse qui apporte plus de précisions sur cette future mission, qui s'annonce passionnante.

Préparer les colis d'échantillons pour la Terre

"Le rover Mars 2020 est la première étape d'une potentielle campagne multimission pour retourner avec soin et sous scellés des échantillons sélectionnés du sol et de roches martiennes à la Terre. Cette mission marque une étape importante dans le "voyage vers Mars" de la Nasa, pour déterminer si la vie y a jamais existé, et aussi pour faire avancer notre objectif d'envoyer des humains sur la Planète rouge" a résumé Geoffrey Yoder, administrateur-adjoint de la direction des missions scientifiques à l'agence spatiale américaine, à Washington.

Trente tubes remplis de divers échantillons collectés à l'aide de son nouveau bras articulé seront ainsi déposés sur des sites jusqu'à ce qu'une mission ultérieure vienne les cueillir pour les expédier vers les laboratoires terrestres. Là, des analyses approfondies pourront être menées sur de possibles traces biologiques passées ou présentes, et aussi pour détecter d'éventuelles menaces pour la santé humaine. Ces retours d'échantillons, envisagés depuis longtemps, seront les premiers dans le cas de Mars.

Dans la lignée de ses prédécesseurs, Mars 2020, véritable couteau suisse, sera équipé de nombreux instruments d'exploration. Sur le bras robotique, deux d'entre eux seront destinés à la recherche de signes de vie passée en analysant les caractéristiques chimiques, minérales, physiques et organiques des roches visées. Sur son mât, deux instruments, dont un français (SuperCam Mast Unit), pourvoient en images en haute résolution et spectroscopies à distance.

Une station météo, qui s'intéressera aux vents, températures, pressions et poussières, sera une fois de plus implantée. Un radar scrutera la structure géologique du sous-sol où le rover passe.

On pourra entendre les sons de Mars

Pour son débarquement sur Mars, début 2021, le rover reprendra le système de Curiosity, la grue volante Sky Crane, avec toutefois des améliorations qui lui permettront de se poser sur des terrains un peu plus accidentés. Une analyse des images du sol prises par l'engin seront recoupées avec les cartes des zones les plus risquées.

Au cours de sa descente, "il pourra dire s'il se dirige vers une des zones dangereuses et se détourner vers un sol sécurisé à proximité, a expliqué Allen Chen, en charge de ce système au JPL. Grâce à cette capacité, nous pouvons maintenant envisager des zones de débarquement qui auraient été auparavant disqualifiées dans l'ensemble de la région." Voilà qui peut éviter au rover un long chemin jusqu'à sa principale cible scientifique...

Plus encore que l'arrivée de Curiosity en 2012 (et ses "sept minutes de terreur"), celle du nouveau rover promet d'être sensationnelle. Ingénieurs et chercheurs de la mission ont en effet prévu de capturer le moment en vidéo et... en audio. Non pas seulement pour le grand public mais aussi à des fins scientifiques car ces données pourront aider dans la préparation de futurs atterrissages.

"Personne n'a encore jamais vu à quoi ressemble l'ouverture d'un parachute dans l'atmosphère martienne", a rappelé David Gruel, directeur adjoint du système de vol de Mars 2020 au JPL. Et personne non plus n'a encore entendu les sons de Mars. Cela aussi pourra fournir des informations précieuses aux ingénieurs.

Avant la phase finale de l'assemblage et du décollage, Mars 2020 vient de passer à la phase C de son développement : design définitif et fabrication. Viendront aussi son petit (sur) nom et l'attribution d'un site d'atterrissage.

Spectacle

L'humoriste Frédéric Gakpara à l'Ibis Hotel le 24 septembre prochain

Son dernier spectacle au centre culturel Danyigba était avorté pour des raisons inconnues. Il avait fait un passage remarqué au Marché des Arts d'Abidjan. Après les différentes déclinaisons de son spectacle, La Charcuterie de la République, Frédéric Gakpara reviendra donc sur la scène le 24 septembre prochain avec un spectacle de quelque peu d'érection, le bien nommé Monologue du pénis.

Par analogie à la pièce culte de la dramaturge Eva Esner, Le Monologue du vagin, mise en scène au Togo par le jeune metteur en scène Marc Agbedjij.

Deux mondes s'affrontent alors dans le spectacle de Gakpara : Ligue des Célibataires Endurcis (LCE) et Coalition des femmes Mariables (CFM).

Certains responsables de la



Entrée : 10.000f Réservation : 15.000f

Info line : 97 09 25 79 E-mail : fredericgakpara@gmail.com

LCE, à la suite des dénonciations de la CFM, sont internés à la «Clinique Psychiatrique des Infidèles» pour subir des examens devant confirmer ou infirmer les nombreuses accusations, de déviance libidinale, de perversité érotique, de terrorisme sexuel, d'extermination

des rêves matrimoniaux des femmes nubiles... portées contre eux. Tout au long de son contrôle médical, le Chargé des Affaires Litigieuses de la «Ligue des Célibataires Endurcis» clamera qu'ils sont sains d'esprit et s'évertuera à démontrer l'innocence de la LCE

dans le déclin du mariage et la pension au célibat dont il estime la LCE aussi victime, sinon la vraie victime, selon l'humoriste, dans des propos rapportés par notre confrère Togocultures.

Pour connaître le fin mot de cette histoire de jambes en l'air, munissez-vous de tous vos engins ou faites-vous accompagner par vos chattes et rendez-vous à l'Hôtel Ibis Lomé Centre le samedi 24 septembre 2016 à 19h30.

Monologue du Pénis de Frédéric Gakpara, Mise en scène : Frédéric Gakpara et Samuel Wilsil Durée : 1h10

Prix d'entrée: 10 000 FCFA

Réservation: 15000 FCFA

Contact: mail : allocegapro@yahoo.fr / fredericgakpara@gmail.com

Littérature

Petit pays de Gaël Faye, Prix du roman FNAC 2016

Un premier roman, et déjà un coup de maître. Le 1er septembre, à l'occasion de l'inauguration de la première édition de sa manifestation littéraire Forum Fnac Livres, la grande surface culturelle décernera

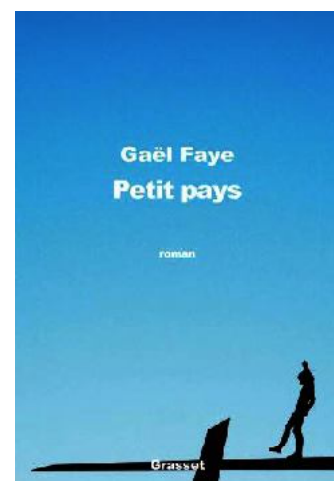
son prix du Roman Fnac 2016 à Gaël Faye pour son premier roman publié par Grasset: Petit pays. Il succède ainsi à Laurent Binet, qui avait été distingué l'année passée pour La septième fonction du langage chez Grasset.

set également.

Franco-Rwandais né au Burundi en 1982 et exilé en France en 1995, Gaël Faye puise dans ses souvenirs pour y décrire une enfance brisée par l'implosion de sa famille et de son pays.

"L'écriture m'a sauvé, elle m'a aidé à supporter le monde. Mon premier roman fait ressortir des choses enfouies. Comment dénouer les nœuds d'une histoire douloureuse? La mienne m'a fait grandir plus tôt. Certains restent empêtrés dans leur passé, mais j'ai une baguette magique: un stylo", explique l'auteur, dans des propos rapportés par Kerenn Elkaïm dans un portrait qu'elle lui a consacré dans Livres Hebdo.

Gaël Faye a su évoquer les pages les plus sombres de l'Afrique contemporaine sans verser dans le pathos de certaines œuvres actuelles sur les Grands Lacs, en particulier le Rwanda. Il ne s'est pas contenté de "rapper" ou de "slamer" sa fiction afin de satisfaire les amateurs de langue "tropicalisée" et,



au passage, la soif d'exotisme d'une certaine critique lorsqu'il s'agit d'œuvres ayant pour toile de fond le continent africain.

Primé par le jury Fnac composé de 400 libraires et 400 adhérents, le titre a déjà été très remarqué par les médias et figure dans la sélection des six Talents à découvrir de Cultura. Il vient d'intégrer notre liste des meilleures ventes où il se classe au 35e rang pour la semaine du 22 au 28 août.

Vient de paraître

"Baguida, la belle bourgade d'antan" de DARRAH A. Gninévi

La place publique du chef canton de Baguida a servi de cadre ce jeudi à la dédicace du livre «Baguida, la belle bourgade d'antan» de DARRAH Afangbédi Gninévi ; une cérémonie qui s'est déroulée en présence d'une kyrielle de chefs traditionnels ainsi que des officiels parmi lesquels l'ancien premier ministre Joseph Kokou Koffigoh et un public qui a fait nombreux le déplacement.

C'est un essai de 309 pages aux éditions "Jets d'encre" de France, documenté et foisonné d'anecdotes sur le quotidien des habitants de la première capitale du Togo (1885-1887). Il comporte une préface, un avant-propos, cinq chapitres, une conclusion, des remerciements et une table des matières.

«Aujourd'hui, on estime important de faire revivre certains pans de l'histoire de l'Afrique à travers ses grands hommes... Au-delà des grands hommes, il faut encore consigner par écrit les pratiques sociologiques traditionnelles locales, car les documents écrits font défaut à la connaissance du passé des populations africaines. Or, c'est notamment le cas de cette minuscule localité de Baguida, dont le travail de mémoire, faute de documents appropriés, paraît plus hasardeux que difficile. Ce livre se



veut une première esquisse de l'histoire de Baguida...», peut-on lire à la page 14 du chef-d'œuvre.

Selon DARRAH Afangbédi Gninévi, ce livre est écrit «pour susciter une remise en cause individuelle et collective chez les enfants de Baguida et de la grande communauté Bè, afin qu'ils évitent de sombrer dans le fatalisme.»

En rappel, DARRAH Afangbédi Gninévi est né à Baguida vers 1946. Après ses études, il est entré dans la vie active. Dans un passé récent, il a contribué au développement social dans diverses structures associatives de la communauté Bè. Il eut un bref parcours politique de 1991 à 1993, et fut membre du Haut Conseil de la République. Aujourd'hui, il est consultant en développement de marché.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Witi - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
BOGLA G.

Rapport sur l'exécution du budget 2016

Recettes de l'Etat: Satisfaction et inquiétude

Late Pater

Il s'agit du dernier commentaire trimestriel sur l'exécution du budget de l'Etat produit par la Direction de l'Economie, pour le compte du premier semestre 2016. Voté le 30 décembre 2015, le budget gestion 2016, se chiffre en recettes et en dépenses respectivement à 966,3 milliards de francs Cfa et 1005,7 milliards de francs Cfa. Au 30 juin 2016, les recettes propres de l'Etat, prévues pour un montant de 633,9 milliards, ont connu un niveau de recouvrement de 289,5 milliards de francs Cfa, soit un taux de réalisation de 45,7% et une augmentation de 15,3% par rapport à la même période en 2015 (251,0 milliards). Par leur relatif dynamisme, les recettes fiscales y représentent 92,4%, établies à 267,6 milliards de francs Cfa.

Les recettes du budget général comprennent les recettes fiscales recouvrées par l'Office togolais des recettes (OTR) et les recettes non fiscales recouvrées par la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique. Les recettes fiscales ont enregistré un taux de réalisation de 95,5% par rapport à la prévision

à fin juin 2016 et 46,5% par rapport au budget annuel de 2016. Ces recettes, qui s'élèvent à 267,6 milliards de francs Cfa, sont en hausse de 17,2% en comparaison aux réalisations atteintes au 30 juin de l'année précédente. La hausse des recettes fiscales, par rapport au premier semestre 2015, s'explique par la poursuite des réformes en matière de suivi des recettes fiscales et aux efforts soutenus de recouvrement engagés par l'OTR. «Cependant, cette hausse a été possible grâce à la prise en compte des recettes non liquides constituées des chèques trésor et des exonérations fiscales qui ont atteint 39,4 milliards de francs Cfa au 30 juin 2016 contre une prévision annuelle de 75,3 milliards, soit un taux de réalisation de 52,3%», atténue-t-on. Et le commentaire ajoute par rapport au poids des recettes liquides dans le recouvrement de l'OTR : «les recettes non liquides représentent 14,7% des recettes totales, ce qui n'est pas un bon signe pour l'atteinte de l'objectif annuel. Pour les prévisions annuelles, les recettes non liquides représentent 52,4% des recettes fiscales».

Au rang des recettes fiscales,



Vue partielle du bâtiment du siège de l'OTR à Lomé

les impôts directs ont atteint 73,9 milliards de francs Cfa, soit 61,3% du budget annuel et 118,5% de l'objectif fixé pour le semestre. Leur réalisation est en hausse de 38,9% par rapport au premier semestre 2015. Les impôts directs sont constitués des impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capitaux, impôts sur les sociétés, taxes sur les salaires versés et autres rémunérations et des autres impôts directs. Comportant les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises, les droits de timbres et d'enregistrements et d'autres impôts indirects, les impôts indirects sont, eux, recouverts à 86,4% de l'objectif du premier

semestre et à 43,4% de l'objectif fixé par la loi de finances. La réalisation des impôts indirects recouverts au Commissariat des Impôts a atteint un montant de 58,8 milliards de francs Cfa au 30 juin 2016 contre 56,5 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 4,1%. Ce qui donne un total de 132,6 milliards pour un budget annuel de 256,0 milliards, soit un taux de réalisation de 51,8% et 101,7% respectivement par rapport au budget annuel et à l'objectif du premier semestre. On note une augmentation de 20,9% en glissement annuel. En somme, indique la Direction de l'Economie, le Commissariat des Impôts a atteint ses objectifs au

premier semestre 2016. «Toute fois, on note que des efforts doivent être faits pour accroître les recouvrements des impôts indirects». La performance est, en partie, liée à la lutte contre la corruption, la simplification des opérations et procédures, la lutte contre la fraude fiscale, les mesures de dissuasion, le renforcement des services de recouvrement, la bonne coordination entre les services d'assiette et ceux du recouvrement, les efforts accrus de sensibilisation, l'utilisation obligatoire de la facture normalisée, l'opérationnalisation du guichet unique.

Quant aux contributions indirectes du Commissariat des Douanes et Droits Indirects, qui comprennent les droits et taxes à l'importation, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au cordon douanier, les taxes à l'exportation et les autres recettes douanières, elles ont atteint 135,0 milliards de francs Cfa, correspondant à des taux de réalisation de 42,3% et de 90,0% respectivement pour l'objectif de la loi de finances de l'année et celui à fin juin 2016. Bien qu'on note une hausse de 13,8% par rapport à la même période de l'année précédente, une inquiétude est no-

tée : «le Commissariat des Douanes et Droits Indirects risque de ne pas atteindre ses objectifs à fin décembre 2016 s'il ne redouble pas d'efforts, notamment en matière de maîtrise des exonérations et chèques trésor ; maîtrise des recouvrements de la TVA et des droits et taxes à l'importation ; lutte contre la fraude et l'évasion fiscale». Et le commentaire précise que la non-atteinte des prévisions du premier semestre dudit Commissariat peut aussi être expliquée par la baisse du volume du trafic de conteneurs destiné à la mise à la consommation au 1^{er} semestre 2016 par rapport à la même période de 2015 ; la baisse continue du prix du baril de pétrole entraînant une baisse conséquente des recettes de la division des opérations douanières des hydrocarbures ; l'insuffisance d'effectifs dans certaines unités chargées de la surveillance du territoire ; le phénomène de vente illicite des produits pétroliers. A noter que ces justificatifs étaient déjà, malheureusement, donnés en 2015.

Parallèlement, durant les six premiers mois de l'année 2016, les recettes non fiscales ont atteint un montant de 20,7 milliards de francs Cfa pour un objectif annuel de 55,4 milliards prévu par la loi de finances, soit un taux de réalisation de 37,4%. Le montant du recouvrement des recettes non fiscales est donc en baisse de 5,2% par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente qui se sont situées à 21,9 milliards de francs Cfa. Ces recettes sont composées essentiellement des produits des participations financières de l'Etat, des recettes des services, des revenus du domaine et des autres recettes non fiscales. Leurs réalisations représentent respectivement 26,0% ; 38,8% ; 32,7% et 73,3% de leur objectif annuel.

Cette réalisation des recettes non fiscales est essentiellement due au faible recouvrement des dividendes. Ainsi, avec la tenue à fin juin des assemblées générales des sociétés, ces dividendes seront recouverts au cours du troisième trimestre.

Enfin, pour des prévisions annuelles de 3,50 milliards de francs Cfa, les recettes des comptes spéciaux du Trésor – composés du Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnel, du Fonds Spécial pour le Développement de l'Habitat, du Fonds de Promotion et du Développement du Tourisme et du Fonds National de Développement Forestier – ont atteint 1,1 milliard de francs Cfa, soit un taux de recouvrement de 31,7% du budget annuel.

Changement de mentalités, de comportements et de modes opératoires

Le ministère de la Sécurité se dote de formateurs en police de proximité

* Des modules seront intégrés dans les formations initiales de police et de gendarmerie.

Le ministère de la Sécurité et de la protection civile a organisé trois ateliers de formation des formateurs dans le cadre de la mise en œuvre du projet de police de proximité visant à redéfinir les rapports des services de police avec les populations pour une coproduction de la sécurité. Le premier s'est tenu, les 6 et 7 avril 2016, à l'Hôtel ONOMO à Lomé. Les deux derniers se sont déroulés du 10 au 11 et du 17 au 18 août 2016 à Kara et Kpalimé, précise-t-on. «Ces ateliers ont permis de constituer un creuset de soixante (60) formateurs, policiers et gendarmes, qui seront chargés d'enseigner, en formations initiale et continue, les modules élaborés et validés en mars 2016», indique le cabinet du colonel Damehane Yark.

Al'atelier de Lomé, le ministre de la Sécurité et de la protection civile a souligné que la formation est un maillon essentiel de la mise en œuvre du concept de police de proximité. Il a rappelé que «dans le cadre de la mise en œuvre de la police de proximité, un axe stratégique sur le renforcement des capacités des



Photo de famille des formateurs à la fin de leur formation

personnels a été défini... Cette stratégie de renforcement de capacités des personnels appelle à un changement de mentalités, de comportements et de modes opératoires. Il faut acquiescer de nouvelles valeurs professionnelles. Pour ce faire, nous devons agir sur la formation professionnelle de nos personnels. Or, qui parle de formation professionnelle parle de formateurs compétents».

Les mêmes dispositifs de cet atelier ont été exposés aux participants des ateliers de Kara et

de Kpalimé où ils se sont approprié le contenu des documents pédagogiques de la police de proximité, se sont en outre familiarisés avec les principes de la police de proximité et ont acquis certaines techniques pédagogiques devant leur permettre d'assumer efficacement leur travail de formateur. Ils se sont également soumis à un exercice qui consistait à préparer un cours sur un thème relatif à la police de proximité pour le dispenser par la suite aux autres participants. A la fin de chaque atelier, les nou-

veaux formateurs ont confié avoir été bien outillés pour former leurs collègues policiers et gendarmes, assure le ministère de la Sécurité.

Le ministère de la Sécurité qui a initié le projet de police de proximité estime que pour asseoir le concept sur une base durable, il faut disposer d'un vivier de formateurs compétents qui maîtrisent les idéaux de la police de proximité et les techniques pédagogiques permettant de les transmettre à l'ensemble des personnels. Cet objectif étant at-

teint à la clôture du dernier atelier de formation des formateurs, la prochaine étape consistera à intégrer les modules sur la police de proximité dans les formations initiales des écoles de police et de gendarmerie et à organiser des séances de sensibilisation-formation à l'endroit des personnels de sécurité déjà en fonction et des populations. Cela leur permettra de prendre conscience de leur rôle dans la production de la sécurité et d'offrir une franche collaboration aux forces de sécurité.

Dans le cadre de la coproduction de la sécurité, il est attendu des citoyens de collaborer avec les forces de sécurité en adoptant les comportements d'après : faire confiance aux forces de sécurité instituées pour leur offrir gratuitement des prestations de services ; fournir aux forces de sécurité des informations et renseignements sur toute situation ou toute personne susceptible de constituer une menace pour la paix et la sécurité ; dénoncer aux services de sécurité toute infraction dont on a connaissance ; éviter de se faire justice.

Infos du symposium sur le financement bancaire du secteur privé au Togo

Accroissement exponentiel des crédits en souffrance auprès des banques : 67,9 milliards Cfa en 2015

Jean Afolabi

Un symposium s'est tenu le 25 août 2016 à Lomé afin de tenter de résoudre le déficit du financement bancaire des entreprises du secteur privé au Togo. En clair, arriver à savoir ce qui fonde la faible contribution du système bancaire et en sortir. En attendant d'obtenir les recommandations qui y ont été formulées, *L'UNION* revient, ici, sur quelques informations portées aux participants par les panélistes. Dans ce numéro, l'apport de **Nicolas Kazadi, Conseiller Principal, FNUD**. Il reconnaît un dynamisme et des progrès récents. Mais «le système bancaire africain, qui ne contribue que faiblement au processus de développement du secteur privé, n'en porte cependant pas seul la responsabilité». Extraits !

Le système bancaire en Afrique (au Sud du Sahara en particulier) apparaît peu développé et superficiel, en comparaison avec celui des pays émergents et développés. Il n'empêche que le secteur a, dans une certaine mesure, su tirer profit de la vague des privatisations induites par les programmes d'ajustement structurel des années 80. Les banques africaines ont également bénéficié de la surliquidité générée périodiquement par la hausse des cours des matières premières. Depuis la fin de la décennie 90, plusieurs institutions bancaires africaines ont vu le jour, créant une nouvelle dynamique financière au sein du continent. Ainsi, bien qu'ayant une faible pénétration dans l'économie — en moyenne, les dépôts bancaires ne représentent que 45% du PIB en Afrique, contre 100% dans les pays de l'OCDE — le système bancaire africain est concurrentiel. Selon l'Observatoire bancaire des pays émergents, l'Afrique subsaharienne comptera près de 42.000 agences bancaires d'ici à 2020, contre 22.700 en 2007. En matière d'innovation technologique, les grands groupes bancaires africains rivalisent avec les plus grands groupes internationaux. À l'échelle mondiale, certains pays africains, comme le Kenya et bientôt l'Éthiopie, font la course en tête en ce qui concerne les services bancaires mobiles. En Afrique de l'Est, 22% des adultes font recours aux services bancaires mobiles, contre 2% seulement en Afrique de l'Ouest, 6% en Afrique australe et 7% en Afrique du Nord. Dans les pays de l'OCDE, seuls 3% de la population font recours à la banque mobile.

L'un des critères fondamentaux d'évaluation du développement du secteur financier porte sur le ratio crédit au secteur privé/PIB. Il traduit la capacité des banques à financer l'économie, dans les limi-



Au guichet de l'une des banques togolaises

tes des conditions structurelles en vigueur. Par conditions structurelles, il faut entendre l'ensemble des éléments favorables et défavorables qui guident la décision d'octroi de crédit, notamment la fiabilité de l'information fournie par les entreprises, la pertinence des projets présentés et leur perspective de rentabilité, la pertinence du cadre réglementaire, l'accessibilité et la transparence de l'information économique et sur le crédit, la solidité des garanties, la fiabilité du système judiciaire, etc. À conditions structurelles constantes, la croissance de ce ratio pourrait traduire un approfondissement du secteur financier. Mais une crois-

sance trop rapide de ce ratio peut également révéler, à court terme, une faille dans le dispositif de réglementation du crédit ou une surchauffe spéculative dans l'économie réelle, ou les deux. D'après la Banque mondiale, le crédit au secteur privé en Afrique représentait 36,3% du PIB en 2014, contre 143,3% pour les pays de l'OCDE. Celui de l'Afrique subsaharienne représentait 24,4% en moyenne, contre 48,1% pour l'Afrique de l'Est, 43,1% pour l'Afrique australe et 20,3% pour l'Afrique de l'Ouest.

Il est intéressant de constater que ce ratio pour le Togo est passé de 18,8% en 2007 à 37,4%

en 2015, ce qui pourrait traduire, du moins théoriquement, une amélioration significative de l'accès au crédit pour les entreprises du secteur privé. Bien que relativement performant, comparé aux pays de la sous-région, le taux affiché par le Togo cache des disparités qui expliquent la persistante perception négative des entreprises en cette matière, telle que révélée par la dernière enquête de conjoncture. En effet, la hausse accélérée de ce ratio entre 2011 et 2015 résulterait, en partie, de crédits importants octroyés à une poignée de grandes entreprises, en rapport avec des méga-projets tels que la construction d'usi-

nes pour la production de ciment destiné au marché sous régional, ainsi que du crédit à court et moyen terme en faveur d'entreprises exerçant dans le secteur des BTP. Elle résulterait également d'une hausse significative du crédit aux particuliers (consommation et immobilier). Force est de constater que ces évolutions se sont accompagnées d'un accroissement exponentiel des crédits en souffrance auprès des banques togolaises, passés de 15,1 milliards en 2011 à 67,9 milliards en 2015. L'autorité monétaire, la BCEAO, dispose pourtant d'éléments pertinents de suivi des agrégats au regard de la conjoncture économique et des objectifs de la politique monétaire et de crédit. En 2013, la BCEAO a mis en place dans chacun des pays membres un Bureau d'information sur le crédit (BIC), qui vise à réduire l'asymétrie de l'information sur les prêts et les risques de surendettement des emprunteurs. L'analyse de la structure des prêts par maturité renseigne que le crédit à long terme demeure insignifiant (2,6% des prêts en 2015). Toutefois, la bonne nouvelle, c'est l'inversion intervenue en 2014 au profit du crédit à moyen terme (50,2% des prêts) qui prend la première place devant le crédit à court terme (42,4% des prêts).

Le secteur de la microfinance

s'est considérablement développé au Togo comme en Afrique. Il a certainement un effet palliatif pour les pauvres, pour qui les guichets des banques sont peu accessibles. Mais il apparaît, de plus en plus clairement, qu'il ne peut être une réponse efficace et durable à la problématique du financement des entreprises. Les taux d'intérêt pratiqués par les institutions de la microfinance sont manifestement trop élevés, souvent proches de l'usure, pour garantir une bonne compétitivité des projets ; les maturités sont plutôt courtes et les montants des prêts peu élevés, ce qui limite leur impact.

S'agissant du secteur de l'assurance, il reste encore peu développé en Afrique. Le Togo a l'avantage de disposer d'un nombre élevé d'acteurs dans le secteur : 12 sociétés d'assurance et de réassurance en activité sur le territoire, 23 courtiers en assurance et 24 experts techniques en assurance. Le Togo tire avantage de son positionnement comme hub sous régional des services de transport et des services financiers ; il devrait maintenir cet avantage en approfondissant le dialogue entre l'État et le secteur financier, pour une expansion saine et ambitieuse de ses activités à l'échelle continentale, voire mondiale...

Renforcement technologique et bonnes pratiques agricoles

L'expertise brésilienne en appui à la recherche cotonnière togolaise

Des experts agricoles brésiliens, en visite au Togo dans le cadre du lancement de la deuxième phase du projet «Coton-4», ont visité mercredi le site d'expérimentation de l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA) de Gléi, à 145 km de Lomé. Il s'agira dans le cadre du «Coton-4+Togo» de fournir des informations nécessaires aux producteurs de coton et d'assurer la formation d'une main d'œuvre compétente. Le projet permettra également au Togo de renforcer ses laboratoires et ses sites d'expérimentation en créant aussi «une banque de stockage collectif».

En rappel, le projet «Coton-4» est contenu dans le programme de coopération technique dans le domaine du coton en Afrique de l'Ouest que le Brésil a lancé en 2009. Coordonné par l'Agence brésilienne de coopération (ABC), et exécuté par l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa), le projet «Coton-4» veut renforcer la productivité des pays producteurs de coton. Le lancement de sa deuxième phase en 2015 est consacré à 5 pays africains, que sont le Bénin, le



Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Togo «Coton-4+Togo». Un financement de 5 millions de dollars, environ 2,5 milliards de francs Cfa, sera ainsi accordé à ces pays, indique-t-on de source officielle.

Le projet vise à contribuer à l'augmentation de la compétitivité de la chaîne de production du coton au Bénin, au Burkina Faso, au Tchad, au Mali et au Togo. Spécifiquement, il doit amener les cinq pays bénéficiaires à adapter les technologies compétitives pour la culture du coton au sein des petites exploitations. Ainsi, les institutions co-exécutrices

(INRAB, INERA, ITRAD, IER et ITRA) verront leurs capacités renforcées pour le développement de solutions technologiques adéquates en faveur de la filière.

Au terme du projet, explique-t-on à l'ITRA qui en a fait un de ses onze projets de recherche pour la campagne cotonnière 2016-2017, il est attendu le renforcement des capacités des vulgarisateurs et des producteurs leaders afin de diffuser les techniques contenues dans le Manuel des Bonnes Pratiques Agricoles ; la réhabilitation des Infrastructures administratives et des laboratoires dans les stations expérimentales au Bénin,

au Burkina Faso, au Tchad et au Togo pour le développement du secteur cotonnier. Définitive, le projet «Coton-4+Togo» a pour principal objectif le renforcement technologique et la diffusion de bonnes pratiques agricoles pour le coton au sein des pays bénéficiaires.

Depuis près de cinq ans, la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) entreprend des actions pour une amélioration du rendement et une augmentation de la productivité du coton. Cela passe par des campagnes de remobilisation des producteurs et le renforcement des dispositifs techniques de base. La NSCT prévoit atteindre une production de 200 000 tonnes à l'horizon 2022.

Le coton occupe près de 275 000 ménages et procure des revenus à environ 2,5 millions de personnes sur les 6 millions de Togolais. Depuis sa création en 2009, la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT), qui anime la filière, affiche des résultats très appréciables qui ont permis au secteur de démontrer sa capacité à rebondir si les conditions de réussite sont réunies, affirme Mongo Aharh-Kpessou, prési-

dent du Conseil d'administration de la nouvelle société cotonnière. Pour consolider ses acquis, le Conseil d'administration a décidé d'engager la société cotonnière, à partir de 2015, dans le processus de budget programme, et ce conformément à la loi organique N°2014-013 relative aux lois de finances promulguée le 27 juin 2014. Cet outil, explique M. Aharh-Kpessou, soutient la mise en œuvre de la vision stratégique que les acteurs de la filière ont adoptée depuis février 2013, pour l'horizon 2022. Il permet aussi à la NSCT de contribuer, de manière durable, à l'amélioration des revenus des producteurs de coton, des conditions de vie en milieu rural et au soutien de l'économie nationale. Sur la période 2016-2018, ce budget est prévu à 142 milliards de francs, pour couvrir six programmes qui sont : Pilotage et soutien ; Soutien au monde rural pour la production et la productivité ; Commercialisation et Achat du coton-graine auprès des producteurs ; Valorisation du coton-graine acheté auprès des producteurs ; Commercialisation des produits issus d'égrenage ; Renovation des équipements industriels.

FOOTBALL/TRANSFERT

Romao : " C'est à moi d'apporter ce que je sais faire "

Après plus de deux mois sans club, Alaixys Romao s'est trouvé une porte de sortie. Comme annoncé, c'est en Grèce que le Togolais va poursuivre sa carrière. Le milieu de terrain qui a porté 125 fois le maillot marseillais s'est engagé pour 2 ans (plus une année en option) avec l'Olympiakos.

Hervé A.

En fin de contrat depuis juin dernier avec l'OM, le Togolais qui a repoussé les offres du Standard de Liège va découvrir pour la première fois un autre pays que la France. Il avait effectué toute sa carrière professionnelle en Ligue 2 puis en Ligue 1.

C'est un nouveau défi pour l'Épervier du Togo. Il l'explique clairement : " Je suis très content. Ça fait plaisir de pouvoir jouer dans un des plus grands clubs de Grèce. C'est à moi d'apporter ce que je sais faire. C'est un vrai challenge puisque je change de pays, je change de culture, je change de championnat. Ensuite, l'entraîneur, tout le staff et la direction me voulaient. C'est le petit plus qui a fait que j'ai signé ici. Si je suis ici, comme pour tous les joueurs, c'est pour gagner des titres. Donc, le message que j'ai pour les supporters, c'est qu'ils me soutiennent. Comme tous les



joueurs de l'Olympiakos, on aura besoin de vous pour gagner des titres. "

A 32 ans et malgré des relances de l'OM, le joueur qui peinait à retrouver sa place de titulaire dans l'effectif olympien, va désormais découvrir le championnat grec, au sein de la

formation qui domine les débats depuis six ans.

Alaixys compte à ce jour 31 sélections en matchs officiels avec les Éperviers du Togo. L'international togolais a joué la Coupe du Monde 2006 en Allemagne. Il est l'auteur de la passe décisive à Kader

Coubadja Touré qui marque l'unique but togolais dans une phase finale de Coupe du monde. C'était le 13 juin 2006 contre la Corée du Sud. Romao sera titulaire également contre la Suisse. Mais il sera suspendu pour le match contre la France.

PSG : les dessous du départ inattendu de David Luiz

Vendu à Chelsea contre une trentaine de millions d'euros, David Luiz retrouve les Blues deux ans après les avoir quittés. Un départ qui en a surpris plus d'un. Et qui n'était pas vraiment prévu par le Paris Saint-Germain.

" Je suis heureux de retourner à Chelsea. Nous avons vécu une histoire fantastique lors de mon premier passage au club et je veux aider l'équipe et Antonio Conte à atteindre beaucoup de succès. " Quelques instants après l'officialisation de son retour à Stamford Bridge, David Luiz ne cachait pas son bonheur. Récupéré par Chelsea en échange d'un chèque d'une trentaine de millions, le Brésilien n'aura pas fait long feu chez les Rouge-et-Bleu. Un départ considéré comme une excellente opportunité financière pour les champions de France en titre au vu de son niveau récent, mais qui interpelle quand même.

Sur le papier, David Luiz était certes promis à un rôle de remplaçant une fois Thiago Silva et Marquinhos remis en selle, mais Paris comptait sur lui pour conserver une défense centrale doublée (Luiz, Silva, Marquinhos, Kimpembe). L'homme à la cinière bouclée parti, Emery va donc devoir tenir au moins jusqu'au prochain mercato avec trois spécialistes de l'axe et, éventuellement, les dépannages d'éléments capables d'évoluer à ce poste (Aurier, Motta, Krychowiak). Pas simple en cas de pépin physique d'un ou de plusieurs joueurs. D'autant que, contrairement aux apparences, ni le nouvel entraîneur parisien ni le PSG n'avaient prévu de se séparer de cet élément.

Samir Nasri justifie son départ à Séville

Présenté officiellement aujourd'hui par le FC Séville, Samir Nasri a expliqué pourquoi il avait choisi de quitter Manchester City et de relever le challenge andalou.

Longtemps cet été, Samir Nasri (29 ans) a été présenté comme un indésirable du côté de Manchester City. Fière, Pep Guardiola semblait ne pas compter sur lui. On comprend donc pourquoi le milieu de terrain français a préféré quitter le nord de l'Angleterre. Seulement, s'il est bel et bien parti au FC Séville lors du dernier jour du mercato sous la forme d'un prêt sec, la vérité sur sa situation chez les Citizens était tout autre. " Pep Guardiola a essayé de me retenir jusqu'au dernier moment, mais les choses étaient claires, je voulais partir et rejoindre un endroit où je pourrai donner mon maximum ", a-t-il avoué lors de sa présentation officielle à la presse.

Également pisté avec insistance par Besiktas, l'ancien international tricolore (41 sélections, 5 buts) a expliqué pourquoi il avait privilégié l'option sévillane. " Avec tout le respect que j'ai pour Besiktas et la Süper Lig, Sampaoli, Monchi et l'équipe m'ont fait choisir Séville. Cette équipe figure parmi les quatre meilleures du meilleur championnat d'Europe. Je n'aurai pas trouvé ça en Turquie ", a-t-il avoué, évoquant ses connaissances sur son nouvel environnement. " Je ne connais rien de la ville, j'en ai simplement discuté avec Navas et Squillaci. Concernant le club, j'ai vu pratiquement tous les matches depuis le début de la saison et j'aime le style de l'équipe ", a-t-il indiqué.

Nice officialise Balotelli

L'OGC Nice réalise le transfert le plus improbable du mercato, avec la venue de Mario Balotelli en provenance de Liverpool. " Super Mario " a signé un contrat d'au moins 3 ans. Chez les Aiglons, où il tentera à 26 ans de se relancer pour la énième fois.

La visite médicale s'est bien passée. L'OGC Nice a reçu la validation de l'accord de la part de Liverpool pour la venue de Mario Balotelli, qui a paraphé un contrat d'au moins 3 ans avec le club azuréen. Un transfert sec qui ne coûtera rien aux Niçois, puisque Liverpool, désireux de se séparer du salaire de Balotelli (6 millions d'euros par an), n'a rien demandé comme indemnité. Pour rappel, les Reds avaient dépensé une somme de 25 millions pour le faire venir du Milan AC en 2014.

Indésirable à Liverpool, l'international italien rejoint la Côte d'Azur, où le président des Aiglons Jean-Pierre Rivère en a fait sa priorité depuis ce week-end. Après avoir fait la tournée des clubs italiens et français, Mino Raiola, son agent, aura donc fini par trouver un porte de sortie à son attaquant, après deux saisons quasi-blanches.

Après une saison 2014-2015 ponctuée par un but en championnat avec les Reds, Mario Balotelli a été prêté pour une saison au Milan AC. Entre blessure et méforme, " Super Mario " ne s'est fendu que d'une petite réalisation avec les Rossoneri, qui n'ont évidemment pas souhaité le conserver une saison supplémentaire.

ELIMINATOIRES CAN 2017

Les derniers billets distribués ce week-end

Les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2017 de football s'achèvent ces 2, 3 et 4 septembre 2016. Il ne reste plus que six places à prendre en phase finale de la CAN 2017 (14 janvier au 5 février, au Gabon). Bénin, Burkina Faso, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Mauritanie, RDC, Togo et Tunisie notamment, jouent leurs va-tout ce week-end. Explications.

Groupe A : Ils sont encore trois pour une ou deux places. La Tunisie et le Liberia sont en tête avec 10 points chacun. Ils joueront la finale du groupe l'un contre l'autre le 4 septembre à Tunis. Le Togo, avec 8 points n'est pas hors course à condition qu'il l'emporte chez lui face à Djibouti, qui a perdu tous ses matches en ne marquant qu'un seul but et en encaissant 19. Il doit également impérativement compter sur un nul entre les deux leaders, hypothèse dans laquelle les trois prétendants termineraient à égalité de points.

Groupe B : Le point du nul contre la Centrafrique en septembre suffit à la RD Congo pour terminer en tête. En cas de défaite à Kinshasa elle postulerait une place de meilleur deuxième avec ses 12 points.

Groupe C : En cas de victoire à

Barakoko, le Bénin serait qualifié. La motivation des Écureuils sera totale face aux Aigles du Mali qui sont dans le confortable fauteuil d'un élu.

Groupe D : Burkina Faso et Ouganda sont au coude à coude avec 10 points. Les deux recevront à domicile lors de la dernière journée, le Botswana pour le Burkina, les Comores pour l'Ouganda. La place de meilleur deuxième est possible pour l'une des deux équipes si chacune remporte son duel ce qui lui permettrait d'atteindre la barre nécessaire et suffisante des 13 points.

Groupe I : Dans ce groupe à trois, la Côte d'Ivoire jouera sa qualification contre la Sierra Leone à Abidjan. Pour le moment avantage à la Côte d'Ivoire qui compte 5 points contre 4 à son adversaire.



Enfin on suivra le Sénégal - Namibie pour le fun. En cas de victoire, la sixième en six matches, les Lions de la Téranga réaliserait le parcours parfait.

Une fois que le train sera complet, les qualifiés partiront à destination de Libreville le 19 octobre, date

du tirage au sort de la phase finale avant de se donner rendez-vous le 14 janvier 2017 pour le coup d'envoi de la compétition. Ici là beaucoup d'entre eux auront livré les deux premières rencontres du dernier round de qualification pour la Coupe du monde 2018.

OMNISPORTS

Tokyo 2020, c'est bon pour cette fois

Il n'y a pas de preuve de corruption d'après le Japon autour de la désignation de la ville hôte des Jeux olympiques de 2020, en l'occurrence Tokyo. Une enquête japonaise estime que le versement de 2 millions de dollars du Comité olympique est légal.

Une enquête officielle n'a trouvé aucune preuve de corruption de la part de dirigeants japonais jeudi, après l'examen d'un paiement de 2 millions de dollars réalisé pendant la

campagne du Comité olympique japonais pour l'organisation des JO 2020 à Tokyo.

En mai, deux juges d'instruction français avaient ouvert une enquête sur ce paiement destiné à une société, Black Tidings, détenue par Papa Massata Diack, le fils de l'ancien président déchu de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), Lamine Diack.

Peu après, le Comité olympique japonais avait désigné un panel de

trois juristes chargés de faire la lumière sur ce versement suspect réalisé en marge de l'obtention des Jeux de 2020 par la ville de Tokyo. " L'enquête conclut que (le versement) ne vient en violation d'aucune loi au Japon ", assure le rapport. " De plus, l'équipe d'enquêteurs conclut que cela ne constitue pas non plus un crime selon le code pénal français, et même, qu'aucune violation du code d'éthique du Comité international olympique (CIO) n'a pu être trouvée ", est-il ajouté.

" Nous pensons que l'enquête blanchit (le Comité de campagne pour les JO) des suspicions qui pesaient sur lui ", a assuré Yoshihisa Hayakawa, le juriste qui a dirigé l'enquête, tout en admettant ses limites. Les enquêteurs n'ont par exemple pas pu interroger les Diack père et fils ni les anciens dirigeants de la société Black Tidings.

Aux fins de rigueur, d'équité et de transparence

Le personnel du CERSA de l'Université de Lomé à l'école de la passation de marchés publics

Le Centre d'excellence régional sur les sciences aviaires (CERSA) de l'Université de Lomé a ouvert le mardi 30 août 2016 à Kpalimé un atelier de formation de quatre jours à l'intention d'une trentaine de participants composés du personnel du CERSA et des acteurs de la chaîne de passation de marchés publics de l'Université de Lomé. Les activités inscrites dans le plan de mise en œuvre du CERSA sont souvent l'aboutissement de la passation d'un grand nombre de marchés qui exigent beaucoup de rigueur, d'équité et de transparence dans l'attribution des marchés publics. D'où l'importance de cette formation, souligne un communiqué de presse. «Le CERSA lance beaucoup d'appels mais le corps professoral et les acteurs de la chaîne ne sont pas toujours au fait des procédures de passation de marchés ; c'est ce qui justifie cette formation qui va permettre de renforcer nos capacités afin que nos marchés soient attribués dans la transparence et l'équité», a déclaré le Professeur Kokou Tona, directeur du CERSA. «Parfois, nous, enseignants de l'Université par exemple, avons besoin de certains équipements que nous voulons obtenir immé-

diatement. Or, il y a des procédures et démarches préalables mais nous ne le comprenons pas toujours ; ce sont ces genres de choses qui nous font croire qu'il faut une formation sur les passations de marchés», a-t-il ajouté. «Cette formation va permettre de satisfaire les besoins d'information et de compétences des participants sur la chaîne des passations de marchés», a soutenu Mahassime Ayelim, l'un des formateurs, par ailleurs, membre de l'Agence de régulation des marchés publics (ARMP). L'objectif principal de cet atelier — qui s'achève ce vendredi — est justement d'informer ou de rappeler à chaque participant les règles, normes et de renforcer les capacités des acteurs intervenant dans la chaîne de passation des marchés. La formation porte ainsi sur six sous-thèmes qui constituent le socle des discussions, de partages d'expériences, et des travaux pratiques sur des cas. Il s'agit de : cadre juridique de la passation des marchés ; rôles et interactions entre les différents acteurs de la chaîne de passation des marchés ; les procédures de la Banque mondiale ; les dossiers types ; les procédures nationales ; les techniques d'attribution

des marchés de fournitures.

Pour rappel, le Centre d'excellence régional sur les sciences aviaires (CERSA) de l'Université de Lomé a été créé officiellement en mai 2014. Sa mission principale est de promouvoir l'excellence dans la formation, la recherche-développement, l'appui-conseil et dans la valorisation des sous-produits de la filière avicole. Financé par la Banque mondiale à hauteur de 8 millions de dollars (4 milliards de francs Cfa), le CERSA forme des étudiants de niveaux Master et Doctorat, (spécialistes et des experts) et aussi des formations modulaires à l'endroit des techniciens avicoles.

Suite aux résultats de la présidentielle gabonaise Plus de 200 pillards arrêtés à Libreville

Plus de 200 pillards ont été arrêtés depuis mercredi à Libreville, a annoncé jeudi à l'AFP le commandant de la police nationale gabonaise, suite aux émeutes qui ont éclaté après l'annonce de la victoire du sortant Ali Bongo Ondimba à la présidentielle, contestée par son rival Jean Ping. «Nous avons arrêté plus de 200 pillards depuis hier soir. Ils sont dans les locaux de la police judiciaire mais aussi dans les commissariats de la ville. Les pillages continuent maintenant dans les quartiers populaires», a affirmé à l'AFP le commandant en chef de la police nationale, Jean-Thierry Oye Zue. «Six policiers ont été blessés», a-t-il ajouté. Parmi les civils, «il a très vrai-

semblablement des blessés vu la violence avec laquelle ils nous ont assaillis», a ajouté M. Oye Zue. Il n'a toutefois pas pu confirmer s'il y avait des morts : «Je ne peux pas vous le dire». Des journalistes de l'AFP ont fait état de deux camions remplis de dizaines de personnes qui avaient été arrêtées, dont des femmes, menées à la police judiciaire. Ils levaient le poing en chantant l'hymne national «la Concorde».

L'annonce officielle mardi des résultats de l'élection présidentielle au Gabon, avec la réélection du président sortant Ali Bongo Ondimba, a provoqué de violents affrontements à Libreville et des troubles à Port-Gentil la capitale économique où des violences

avaient déjà marqué la première élection d'Ali Bongo en 2009. Selon l'opposition, au moins deux personnes ont été tuées jeudi et plusieurs blessées dans l'assaut des forces de sécurité contre les bureaux de l'opposant Jean Ping. Un bénévole de la Croix-Rouge a informé jeudi l'AFP du décès à la polyclinique Charbrier d'un des quinze blessés amenés dans la matinée par la gendarmerie. Ali Bongo Ondimba, 57 ans, a devancé son rival Jean Ping, 73 ans et ex-cacique du régime de son défunt père Omar Bongo, d'un peu moins de 6.000 voix sur un total de 627.805 inscrits, selon les résultats officiels.

Pour combler les déficits des données du secteur extérieur

Le FMI pilote un financement japonais au profit des pays francophones d'Afrique de l'ouest et du centre

Le Fonds monétaire international (FMI) a lancé, le 29 août 2016, un projet de développement des capacités sur trois ans qui vise à améliorer les statistiques du secteur extérieur en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. L'aide généreuse du Japon a rendu possible ce projet, présenté à l'Institut de formation pour l'Afrique à Maurice lors d'un atelier qui a rassemblé des fonctionnaires de niveau intermédiaire et supérieur des banques centrales des 17 pays francophones bénéficiaires d'Afrique de l'ouest et du centre, indique un communiqué de presse. Des représentants de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (Bceao) et de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) ont

participé également à cet atelier.

Le projet a pour objectif d'améliorer la qualité des statistiques du secteur extérieur et de combler les déficits des données dans des domaines importants, tels que la balance des paiements, la position extérieure globale et la dette extérieure. Il appuiera les efforts déployés par les pays bénéficiaires pour améliorer l'exactitude, le délai de production, la comparabilité et la fiabilité des statistiques du secteur extérieur afin de renforcer l'analyse et la prise de décisions économiques, et ainsi faciliter la surveillance exercée par le FMI. Le projet favorisera aussi une meilleure intégration économique dans les régions de la Communauté économique



et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

Pour Louis Marc Ducharme, directeur du Département des statistiques du FMI : «Il est essentiel que les dirigeants, au niveau national et régional, disposent de statistiques du secteur extérieur produites dans les délais et de qualité pour mieux comprendre la

position extérieure, les risques et la vulnérabilité de leur pays afin de concevoir et de mettre en œuvre une bonne politique macroéconomique. Le projet offrira aux participants la possibilité d'examiner les enjeux communs, de partager leurs expériences et de promouvoir l'apprentissage entre pairs, en vue d'améliorer leurs statistiques du secteur extérieur».

S'inspirant du projet de gazoduc Nigeria-Bénin-Togo-Ghana

Des experts planchent sur une extension jusqu'au Sénégal

Des experts venus du Bénin, Burkina Faso, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sierra Leone, Togo, et du Sénégal se sont retrouvés, les mardi 30 et mercredi 31 août 2016 à Dakar, au Sénégal, pour les besoins d'un atelier régional de validation du rapport final provisoire de l'étude de faisabilité pour l'extension du réseau de gazoduc de l'Afrique de l'ouest. Réputée riche en ressources gazières et pétrolières, l'Afrique demeure le continent le moins et le mal éclairé. Et c'est, faute d'une bonne politique communautaire de gestion de ces ressources, écrit le confrère Jean-Pierre Malou du journal Sud Quotidien. S'inspirant de la mise en service du gazoduc qui a vu les premières livraisons de gaz naturel au Bénin, au Togo et au Ghana, ajoute-t-il, d'autres États de la région ont manifesté le souhait de disposer du gaz, compte tenu des pressants besoins en termes d'approvisionnement en énergie électrique et du caractère saisonnier de nos barrages hydroélectrique, de bénéficier de cette source d'énergie propre et bon marché.

Ce projet est d'«autant plus justifié que notre région regorge d'importantes quantités de gaz naturel dont le Nigéria à lui seul détient 90% des recettes et 30% des réserves d'Afrique, sans oublier le Ghana et la Côte d'Ivoire qui sont déjà des producteurs-consommateurs de gaz naturel», a légitimé Morlaye Bangoura commissaire en charge de l'énergie et des mines de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao). Confortant ses propos, il convoque «les récentes découvertes d'importants gisements de gaz naturel au Sénégal, au Niger, de même que l'exploitation prochaine de nouvelles découvertes en Côte d'Ivoire et au Ghana laissent augurer d'un avenir prometteur pour cette source d'énergie dans notre région», a-t-il expliqué. Et d'ajouter : «malgré nos immenses potentialités énergétiques fossiles et renouvelables la consommation d'énergie par tête d'habitant n'est que de 150 kWh/jour, l'une des plus faibles au monde», a-t-il déploré.

AVIS DE DECÈS



Son Excellence Mr KASSOU Sélim, Premier Ministre, son épouse et leurs enfants.
Tagbé Ahuawoto Savado Zankli LAWSON VIII, Chef traditionnel de la ville d'Aného (Préfecture des Lacs).
Tagbui Odjima KAUPÉ IV, Chef du Canton de Vogan (Préfecture de Vo).
La Collectivité FOU-SOSRO d'Adokpémé (Aného).
La famille EKUE-KUKPIN d'Agbodji (Aného).
La famille AMEGANVI d'Agbodji.
La famille AFFELY en République de Côte d'Ivoire (RCI).
La famille TOLLA (RCI).
La famille OKA (RCI).
La famille HOUPHOUËT (RCI).
La famille AGBOH AHOUËLÈTE de Lomé et de Vogan.
Son Excellence Mgr Denis AMUZI-DZAKPAH, Archevêque Métropolitain de Lomé.
Son Excellence Mgr Benoît ALOWONOU, Evêque du Diocèse de Kpalimé.
Révérend Père HODJI Luc, Curé de la Paroisse Sainte Croix de Sangouera, ses frères, sœurs, cousins, cousines et leurs enfants.
Révérend Père AZABU Johannes, Curé de la Paroisse Sainte Marie Reine du Monde de Bè et ses Vicaires.
Noble Ordre des Chevaliers et Dames Auxiliaires de Saint Jean International.
Les familles parentes, alliées et amies

Ont la profonde douleur de vous faire part du rappel à Dieu de leur très chère et regrettée :

Noble Dame AMEGANVI-KANGNI Adakou Lucie, épouse AGBOH AHOUËLÈTE

Agent technique de Santé à la retraite.
Pleusement endormie dans le Seigneur le 07 août 2016 à Lomé dans sa 75^e année.

Jeudi 08 septembre 2016
18h30 : Veillée de prières et de chants au domicile de la défunte, sis à Bè Pa de Souza, 4, rue Gaitou à Lomé.

Vendredi 09 septembre 2016
08h00 : Levée du corps
09h00 : Messe d'enterrement à la Paroisse Sainte Marie-Reine du Monde de Bè, suivie de l'inhumation au cimetière de Bè-Kpota.
Les salutations d'usage seront reçues dans la maison mortuaire.

Dimanche 11 septembre 2016
10h00 : Messe d'actions de grâce en la même église.
Les salutations d'usage seront reçues sur le parvis de l'église.

Maison mortuaire : Domicile de la défunte, maison AGBOH sise à Bè Pa de Souza, 4, rue Gaitou, 4^e rue après le Collège Polytechnique Bruce (TADJIN).

Fora régionaux du 30 août au 14 septembre

Rôle de la jeunesse dans la mise en œuvre des ODD

Etonam Sossou

Environ 1000 jeunes dont au moins 40% de filles prendront part cette année aux fora régionaux de la jeunesse togolaise, démarré le 30 Août à Tsévié. « Rôle des jeunes dans la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD) au Togo », c'est le thème retenu pour cette édition, qui se déroulera du 30 Août au 14 septembre à Tsévié, Notsé, Sokodé, Dapaong et Lomé.

Organisés par le ministère en charge de la Jeunesse en collaboration avec le Conseil National de la Jeunesse (CNJ), les fora régionaux visent à susciter à doter les participants de l'information et des outils nécessaires pour assurer leur participation dans la mise en œuvre et le suivi des progrès dans la réalisation des ODD

et spécifiquement en ce qui concerne l'éducation au développement durable, à la paix et à la citoyenneté. Les communications et les ateliers qui seront développés par les experts seront concentrés sur trois sous-thèmes: « Enjeux et défis liés aux ODD » ; « Développement économique et social du Togo, vision du gouvernement, outils et mesures pour une participation active et citoyenne de la jeunesse » ; « Rôle de la jeunesse dans la promotion de la paix et la culture de la non-violence ».

Selon Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre en charge de la Jeunesse, ces thématiques judicieusement choisies, sont non seulement en parfaite harmonie avec le contexte socio-économique du Togo mais aussi elles offrent une formidable occasion aux

jeunes délégués pour s'approprier les 17 objectifs de développement durable définis par les Nations Unies pour ce qu'il convient d'appeler un nouveau contrat de développement pour la période 2016-2030. « Les Objectifs du Développement Durable (ODD) couvrent une large gamme de questions et l'implication des jeunes est indispensable pour garantir leur succès », a-t-elle précisé.

Pour Régis Batchassi, président du CNJ, ces fora constituent une plateforme d'échanges permettant aux jeunes de s'approprier les ODD. L'accès au financement pour les jeunes entrepreneurs, un meilleur accès des jeunes à l'information et à la communication grâce à la réduction de la fracture numérique, sont autant de préoccupations dont la résolution



Photo de famille à la fin de la cérémonie de lancement des fora 2016

pourra permettre à la jeunesse de jouer son rôle dans la mise en œuvre des ODD.

Ces fora interviennent après le

forum national de la jeunesse en 2011 et les fora régionaux de 2013.

Dans chaque région, les assises

vont durer deux jours. Les résul-

tats qui y seront issus permettront d'élaborer un plan d'action de la jeunesse pour la mise en œuvre et le suivi des ODD.

Marché de l'immobilier à Lomé

Des locations de plus en plus chères

La flambée du prix des matériaux de construction et la baisse et la hausse du pouvoir d'achat ont contraint les propriétaires à augmenter le prix des loyers. Cependant la population des villes ne cesse d'augmenter et l'exode rural a repris ces dernières années. Les difficultés de logement se sont donc fortement accrues, en dépit d'un fort investissement dans l'immobilier.

Ainsi les informations sur les maisons à louer circulent de bouche à oreille, dans un secret total. Les propriétaires des maisons à louer se gardent bien de mettre des pancartes en vue pour les signaler. « Ce serait un joli cadeau fait aux voleurs. Dès qu'ils savent qu'une maison est inoccupée, ils la pillent jusqu'aux installations sanitaires et vont vendre leur butin à la casse (marché aux puces). C'est aussi pour éviter que les démarcheurs se sucent sur votre dos », explique un bailleur.

L'amaque des agents immobiliers

« Remettez-moi mon argent sinon je vais devoir vous traîner à la police. Voilà plus de deux mois que vous me racontez des histoires au sujet de vos maisons à louer. Je ne suis même pas sûre qu'elles existent », vocifère une dame. L'agent immobilier ne semble guère impressionné par ces menaces. Il esquisse un sourire et lance serein : « Je vous ai déjà proposé plusieurs maisons ; ce n'est pas ma faute si leurs propriétaires sont absents ou si elles ne vous plaisent pas ». À l'entrée de son domicile de nombreuses pancartes présentent des maisons et des terrains à louer ou à vendre, décrits dans le détail.

Comme cette femme, de nombreuses personnes ont aujourd'hui recours à ces « agents immobiliers » peu scrupuleux

dont le nombre ne cesse de croître. Car la crise du logement, qui sévit dans la capitale togolaise comme dans la plupart des villes du pays, oblige celui qui cherche à se loger à un véritable parcours du combattant.

Pour être « agents immobiliers », il suffit des installer à un carrefour ou dans une rue fréquentée avec une pancarte proposant des affaires et de prévoir un coin à l'ombre pour recevoir les clients. « C'est comme ça qu'on se débrouille aussi pour gagner notre pain. Autrement, il ne nous reste qu'à voler pour survivre », avoue en souriant l'un de ces démarcheurs à un client qui a fini par découvrir la supercherie. Ils sont généralement bien renseignés sur les transactions immobilières de leur quartier. « J'en ai vu plusieurs d'entre eux amener leurs clients pour visiter du dehors l'une de mes maisons qu'un locataire venait de libérer. L'un d'eux m'a même proposé de ne pas la louer vite parce qu'elle allait lui permettre d'ouvrir quelques dossiers ».

Ouvrir le « dossier » consiste à faire payer 2000 à 5000 F cfa celui qui cherche un logement pour avoir le droit de visiter la maison de son choix. Une fois l'argent encaissé, on vous fait lire un contrat qui stipule que, si un bail est signé, vous devrez verser 10 % du montant du loyer trimestriel, semestriel ou annuel au titre de commission au démarcheur. Ensuite, il vous faut payer les frais de déplacement pour la visite du logement sollicité.

Très souvent, il s'agit d'une maison inoccupée ou abandonnée dont on vous assure que le propriétaire, en voyage, revient bientôt. A force de rendez-vous manqués, vous finissez par vous lasser. Si vous décidez de laisser tomber, vous perdez bien sûr l'argent du « dossier ». Si vous êtes

de trouver une maison disponible, au bout de quelques semaines, voire quelques mois...

Mais à quel prix ? De plus en plus sollicités, les propriétaires des maisons à louer se livrent à la surenchère et ne cèdent qu'aux plus offrants. Ainsi, une maison de deux chambres qui coûtait entre 20 000 et 30 000 F CFA auparavant vaut actuellement 50 000 ou 60 000 F CFA. Pour quatre chambres, le prix est en moyenne de 100 000 F CFA, l'équivalent du salaire mensuel d'un enseignant dans la fonction publique. Le projet de construction de l'Université Catholique à Sanguera a fait miroiter la perspective d'une affluence de jeunes étudiants surtout étrangers dans ce canton. Du coup, les propriétaires des immeubles ont réaménagé leurs locaux et révisé les prix à la hausse. Ces derniers temps, ceux-ci exigent, en outre, entre 6 et 12 mois de loyer d'avance dès qu'il s'agit d'une maison correcte située dans un coin accessible et salubre.

Rares sont les cas où l'accord entre bailleur et locataire se solde par un contrat en bonne et due forme. Tout au plus un formulaire signé et légalisé dans certains cas auprès d'un commissariat. Mais pas question d'enregistrer officiellement le bail, ceci afin d'échapper aux impôts. Par conséquent, impossible de saisir officiellement un huissier en cas de litige. Le locataire est à la merci de son bailleur qui peut l'expulser à tout moment.

Les amaque sont nombreuses mais les escroqueries des faux agents immobiliers commencent à être connues. Déjà leurs offres alléchantes sur des pancartes de fortune ne suscitent plus qu'un sourire moqueur, voire l'indifférence totale des personnes avisées.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1336 DE LOTO BENZ DU 24 Août 2016

Le tirage hebdomadaire de **LOTO BENZ** a été effectué ce mercredi 31 Août 2016 par la LONATO à son siège à Lomé et porte le N° 1337.

Au tirage précédent, des parieurs basés à KARA, ANIÉ, KPALIMÉ, ANÉHO et LOMÉ ont remporté de nombreux gros lots.

Ainsi, les points de vente 10029, 10033 et 40032 basés respectivement à Kara et Kpalimé ont recensé chacun un lot de 500.000 F CFA.

La ville d'Anié s'est démarquée par un lot de 500.000 FCFA et un gros lot de 1.000.000 FCFA gagnés auprès des opérateurs 2407 et 20425.

Un parieur résidant à Aného a remporté la somme de 750.000 F CFA sur le point de vente 7206.

Dans la capitale, il a été enregistré, deux lots de 500.000 FCFA, un lot de 600.000 FCFA, deux lots de 750.000 FCFA et un super gros lot de 3.750.000 FCFA auprès des opérateurs 5731, 9030, 70229, 3605, 3803 et 6480.

Après le grand tirage régional du 29 juillet 2016, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2016. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 5000.000 FCFA.

Au tirage des gros lots sont encore à enlever

- Pour la série K un gros lot de 2.000.000 FCFA et un lot de 1.500.000 FCFA.

- Pour la série Y un lot 1.500.000 FCFA et un lot de 1.000.000 FCFA.

Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200 FCFA vos tickets de la TCE 2016 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants) !

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !**

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1337 de LOTO BENZ du mercredi 31 Août 2016

Numéro de base

30

88

05

60

23



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

**TARIF
UNIQUE**
pour **Tous**
BAISSE
pour **Chacun**

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

"Moi Mon **TARIF**
est **UNIQUE** "

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes